

Des représentants de peuples autochtones, en visite à Genève, demandent l'appui des Nations Unies pour protéger l'Amazonie et les droits autochtones

Genève/Berne, 30 septembre 2011

Des représentants de peuples autochtones d'Amazonie brésilienne, soutenus par la Société pour les peuples menacés International (STPI), l'association Aquaverde et le Comité de soutien au chef Raoni ont rencontré ce jour des représentants de diverses agences des Nations Unies à Genève. Les délégués, dont le chef Raoni Metuktire du peuple Kayapo, de renommée internationale, ont demandé l'intervention de l'ONU concernant les projets alarmants de développement économique au Brésil et leur non-respect des droits des peuples autochtones.

Le chef Raoni Metuktire, grand défenseur depuis des décennies des droits du peuple Kayapo, et le chef Almir Narayamoga du peuple Surui Paiter, dont l'engagement pour les droits de l'homme a fait de lui la cible de menaces de mort, ont rencontré ce jour divers représentants d'agences des Nations Unies et ont demandé à être soutenus dans leurs efforts pour garantir le respect des droits des peuples autochtones au Brésil et la protection de la forêt tropicale amazonienne.

Une lutte de plus en plus désespérée se joue actuellement au Brésil entre les peuples autochtones et leur gouvernement concernant les propositions de développement économique et d'exploitation des ressources naturelles. Les choix du gouvernement sont une menace importante à la survie des peuples autochtones du bassin amazonien. Par exemple, l'industrie minière a reçu une autorisation préalable de prospection de ressources naturelles à travers de vastes étendues du bassin amazonien, y compris sur des territoires autochtones protégés, et sans le consentement des populations concernées.

La Société pour les peuples menacés International (STPI), l'association Aquaverde et le Comité de soutien au chef Raoni (raoni.com) soutiennent les appels lancés par la délégation autochtone et l'appel fait aux Nations Unies afin de convaincre le gouvernement brésilien:

1. de respecter les droits des peuples autochtones garantis par la Convention n°169 de l'OIT et la déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones, et de transcrire ces droits dans la législation nationale, en particulier concernant le droit à un consentement libre et éclairé concernant toutes décisions pouvant affecter leur mode de vie et leur environnement;
2. de garantir une protection et une démarcation immédiate et complète de tous les territoires autochtones y compris ceux où vivent, ou sont supposés vivre, des populations autochtones «non contactées», quelle que soit la pression des lobbies industriels et des grands propriétaires fonciers;

3. de prendre en considération et de respecter les intérêts des peuples autochtones concernant tous les sujets liés au développement économique de la forêt tropicale brésilienne;
4. d'éviter d'affaiblir la législation concernant la protection de la forêt discutée à l'heure actuelle par le parlement brésilien;
5. de protéger les plus vulnérables de toutes menaces de violence ou de mort, et de poursuivre devant le Loi tous ceux qui les commettent.

Pour toute information complémentaire:

Chef Raoni Metuktire, peut être joint par téléphone jusqu'à 15h00 via son traducteur Ildomar Mesquita Dos Santos (parle français et anglais): 076 632 55 33

Christoph Wiedmer, Directeur, Société pour les peuples menacés - Suisse : 079 679 01 24

Rebecca Sommer, Représentante de la STPI auprès des Nations-Unies : 078 808 38 97

Thomas Pizer, Président, Association Aquaverde, Genève, Suisse : 079 229 49 49

Gert-Peter Bruch, Coordinateur du Comité de soutien au chef Raoni, www.raoni.com: 0033 610 23 65 44